

La Gazette des Comores

*Paraît tous
les jours sauf
les week-end*

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

21^{ème} année - N° 3910 - Vendredi 25 Juin 2021 - Prix : 200 Fc

PÉNURIE DES DENRÉES ALIMENTAIRES :

Le président de l'UCCIA rassure



ECONOMIE

**Quel sera le prix
du kilogramme
de vanille verte ?**

LIRE PAGE 3

Visitez le site de La Gazette
www.lagazettedescomores.com



Département Communication
N°2021-__046__ /SONELEC/ Dept Com

COMMUNIQUE du 23 juin 2021

La SONELEC informe son aimable clientèle qu'en raison d'un problème de synchronisation entre la centrale solaire INNOVENT et la centrale SONELEC, la fourniture de l'électricité entre Nioumadzaha Bambao et Dzahadjou Hambou sera interrompue à partir du 23 juin de 07h00 à 14h00 jusqu'à nouvel ordre.

La SONELEC ne ménage aucun effort pour le rétablissement rapide de l'électricité à ses clients et présente ses excuses pour le désagrément cause.

Chef du Département Communication

SAID BACAR Toyb

MICRO-FINANCE

Meck-Moroni ouvre une nouvelle agence au sud de la capitale

Dans le but d'offrir des services financiers accessibles, de proximité en réponse aux besoins de sa clientèle, la Meck-Moroni (Mutuelle d'épargne et de crédit ya Komor) ouvre une agence au sud de la capitale en face de l'école Fundi Abdoulhamid.

La Meck-Moroni a procédé mercredi 23 juin dernier à l'ouverture d'une agence à Hamramba en face de l'École Fundi Abdoulhamid. La cérémonie inaugurale a vu la présence du ministre de l'économie Houmed Msaidie, du gouverneur de la Banque centrale Younoussa Ben Imane et des membres de l'institution. L'idée d'offrir des services financiers accessible et de proximité est l'un des mandats majeurs de la micro-finance moderne et c'est également un des objectifs prioritaires de la Meck-Moroni qui s'inscrit dans une vision globale de lutte contre la pauvreté. Dans son intervention la directrice de Meck-Moroni, Laila Said Hassane a

expliqué que l'idée de s'installer dans cette zone est murement réfléchi car le secteur constitue en elle, une zone assez développée dans le développement économique. « Nous avons décidé que la Meck-Moroni devrait être présente dans le sud pour accompagner cette dynamique pour en donner un élan supplémentaire en offrant nos services à ces habitants, à ces opérateurs et à ces salariés et à toutes cette jeunesse afin de leur permettre d'avoir des services aisément, des services financiers de qualité et de permettre à chacun de réaliser ses projets », souligne-t-elle, avant d'ajouter que « la Meck-Moroni compte offrir toute la gamme de services ». Techniquement les portes sont ouvertes la semaine dernière avec des services de dépôts, de change euros, de retrait, etc.

De son côté, le gouverneur de la Banque centrale (Bcc) Younoussa Ben Imani a expliqué que son institution a mis en place un projet de modernisation d'un système de

paiement en vulgarisant les moyens de paiement modernes tels que la carte de paiement, le virement automatisé, le transfert électronique pour réduire l'utilisation du cash. « C'est cette méthode de modernisation d'un système de paiement que la Banque centrale a opté pour promouvoir l'inclusion financière dans notre pays. La banque centrale a besoin de l'adhésion de vous tous pour la réussite de ce pari », précise-t-il. Le gouverneur de la Bcc estime que l'Union des Meck et la Meck-Moroni ont donné l'exemple et souhaite qu'une campagne de communication et de sensibilisation de la population surtout féminine soit menée en milieu rural. « Je crois haut et fort que l'ouverture d'une micro-finance comme celle-ci contribuera sans aucun doute au développement de l'inclusion financière et de la réduction de la pauvreté, qui est l'un des objectifs clés fixés par la vision du chef de l'Etat », poursuit-il.

Quant au président du conseil



d'administration de la Meck-Moroni Boinaidi Abdou Elghaniyou, il s'est félicité de cet exploit. « Nous avons pris l'objectif de réduire la pauvreté et c'est ce que nous avons fait. La Meck accompagne les agriculteurs, les pêcheurs, les artisans, dans cet esprit du développement économique du pays. Beaucoup de projets

ont été mis en avant comme le projet Subuti, la culture entrepreneuriale, etc », souligne-t-il, tout en déclarant que des implantations de Meck-Moroni se feront dans l'objectif de répondre aux besoins de nos clients et d'être à proximité d'eux.

Andjouza Abouheir

PLAN DE RELÈVEMENT POST KENNETH :

1000 logements pour les trois îles

Le ministre de l'aménagement du territoire Afretane Youssoufa est en mission à Mohéli pour clarifier aux autorités à tous les niveaux, les tenants et les aboutissants du projet de relèvement post Kenneth, le cyclone qui a dévasté le pays en avril 2019.

C'est à l'hôtel Wemani que le ministre Afretane Youssoufa a réuni les autorités et toutes les parties impliquées sur la mise en œuvre du projet relèvement post Kenneth notamment sur les infrastructures publiques et privées ciblées dans les zones touchées par le cyclone Kenneth et accroître la

résilience face aux catastrophes naturelles et climatiques. C'était l'occasion de partager également sur le mécanisme de gestion des plaintes sur les questions de violences basées sur le genre et leur plan d'action.

Pour ce qui est de Kenneth, c'est un projet mis en œuvre par le ministère de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et des transports terrestres, à travers une unité de gestion de projets, l'UGP. Ce projet, selon le ministre Afretane, a des impacts et des effets positifs considérables tels que le relèvement du secteur du logement en construisant

1000 logements, la résilience des zones côtières dont la construction de la digue de Djoiezi et Nioumachoi mais également la gestion intégrée des risques de catastrophe. « Mon département ne ménagera aucun effort pour accompagner le projet dans l'atteinte et la consolidation des objectifs visés par le projet afin de contribuer à la concrétisation de la vision du chef de l'Etat », devait préciser le ministre.

A noter que les Comores ont été durement touchées par le cyclone Kenneth du 24 au 25 avril 2019. Les dégâts occasionnés, selon les techni-

ciens, se chiffrent à 185 millions de dollars dont 36% relatifs au secteur du bâtiment et travaux publics. C'est pourquoi le gouvernement a fait appel à ses partenaires pour un accompagnement et une reconstruction du pays. C'est ainsi que la Banque mondiale a octroyé un don de 45 millions de dollars au profit du gouvernement comorien à travers ce projet de relèvement post Kenneth. L'accord de financement, pour rappel, est signé le 25 décembre 2019 entre les deux parties.

Riwad



Prières aux heures officielles Du 21 au 26 Juin 2021

Lever du soleil:

06h 25mn

Coucher du soleil:

17h 51mn

Fadjr : 05h 13mn

Dhouhr : 12h 12mn

Ansr : 15h 06mn

Maghrib: 17h 54mn

Incha: 19h 08mn



AVIS DE RECRUTEMENT



Le PNUD Comores recrute Un (e)Analyste (e) au Programme -TA - NOA

Les candidat(e)s intéressé(e)s sont prié(e)s de prendre connaissance des termes de référence, et de postuler en ligne à partir des liens ci-dessous :

* Publication du Posted'Analyste au Programme du PNUD

* https://jobs.partneragencies.net/erecruitjobs.html?JobOpeningId=37955&hrs_jo_pst_seq=1&hrs_site_id=2

Date de début de Publication :14 juin 2021

Date limite dépôt des candidatures :30 Juin 2021

Remarques :

- Les candidatures féminines sont fortement encouragées et à compétences égales, les candidatures féminines sont privilégiées.

- Seuls les candidat(e)s retenu(e)s pour des entretiens seront contactés.

PÉNURIE DES DENRÉES ALIMENTAIRES :

Le président de l'UCCIA rassure

La pénurie des denrées alimentaires notamment les produits carnés se fait de plus en plus ressentir. Le président de l'UCCIA Chamsoudine Ahmed dit espérer que les discussions entamées avec les autorités aboutiront favorablement.

Dans les supermarchés de Moroni, la pénurie de produits carnés se fait de plus en plus ressentir. Du nord jusqu'au sud, il est difficile, pour ne pas dire impossible, d'en trouver, surtout les produits carnés. Les quelques produits disponibles sont extrêmement chers. Lors du compte-rendu

du conseil des ministres hebdomadaire, le porte-parole du gouvernement Houmed Msaidie a tenté de rassurer la population, en disant que cette crise ne concerne pas que les Comores.

Interrogé au même sujet, le président fraîchement élu de l'UCCIA (Union de la Chambre de Commerce, d'Industrie et de l'Artisanat), Chamsoudine Ahmed, affirme que pour trouver des solutions, la Chambre ne cesse de mener des réunions avec les opérateurs économiques et autres armateurs. Selon lui, face à une telle situation qui touche également la zone de l'Océan indien, « une

motion est rédigée par l'ensemble des pays de la région qui constituent la Chambre de commerce régionale pour faire bouger les choses ».

« Mis à part les problèmes relatifs au transport au niveau des armateurs, il faut reconnaître qu'aux Comores il y a un problème d'exploitation au niveau du port », explique Chamsoudine Ahmed qui regrette qu'au port de Moroni « plus de 700 containers vides sont sur place alors que dans certains ports notamment à Dubaï on signale un manque de containers ». Si les Comores traversent une telle crise et que même au niveau du port on

ne voit aucune activité de chargement ou de déchargement, le patron de l'UCCIA rappelle que cette même situation peut se constater à Lingoni à Mayotte, principal point de ralliement de la partie indépendante de l'archipel.

« On peut aussi parler de la hausse des prix et vous devez savoir que cela dépend de la loi de l'offre et de la demande. On peut aussi signaler une relativité avec la hausse des taxes », souligne-t-il en précisant que la pénurie va continuer à se ressentir mais, se reprend-il, « ne devrait pas durer car avec les autorités, le ministère de l'économie plus particulièrement, on

travaille pour trouver des solutions dans les meilleurs délais ». Comme pour nourrir l'espoir, Chamsoudine Ahmed fait savoir qu'il y a des commerçants qui ont fait des commandes mais qui sont en attente.

Face à la hausse des prix des taxes douanières et de la position des commerçants, le patron de l'UCCIA tente de rassurer : « Les commerçants ne doivent pas hésiter à importer des produits car autrement, ça ne leur sera pas favorable ».

A.O Yazid

ECONOMIE

Quel sera le prix du kilogramme de vanille verte ?

Bien qu'annoncé samedi dernier par le ministre de l'Economie, le prix du kilogramme de vanille verte pourrait ne pas être changé. Quelques jours après la suspension d'Aboubacar Abdoulwahab alias Kadafi, l'arrêté conjoint pourrait, enfin, fixer le début de la campagne de la filière en même temps que son prix.

Quelques jours après la suspension d'Aboubacar Abdoulwahab alias Kadafi au poste de directeur général de l'Office national de la Vanille (Onav) pour avoir rendu public le prix du kilogramme de vanille verte lors d'un point de presse, le ministère de l'économie entend annoncer ce samedi le prix officiel à travers un arrêté. L'annonce de l'ouverture a

été faite par le porte-parole du gouvernement et non moins ministre de l'Economie lors du compte-rendu du conseil des ministres hebdomadaire de mercredi dernier au palais de Beit-Salam. Et selon une source du ministère de l'Economie, le prix ne changera pas.

« Ce prix a été discuté lors d'une réunion entre les ministres de l'Economie, de la Production et celui des Finances », nous explique notre interlocuteur affirmant être étonné que le désormais ex-directeur général de l'Onav ait annoncé le prix devant la presse alors que « à la sortie de la réunion de concertation, il a été approché par la presse et a affirmé ne pas pouvoir le faire car cela ne relevait pas de ses prérogatives mais de celles d'un arrêté conjoint entre les trois ministères



cités ci-haut ».

En place depuis 2016, Aboubacar Abdoulwahab a œuvré

pour la redynamisation du secteur. Avec ces efforts, les acteurs ont porté de l'intérêt à la culture de la

vanille longtemps négligée. Il a su, avec le soutien de ses collaborateurs, redonner de la valeur à la filière, accompagner son développement, lui redonner la place dans l'économie nationale et inciter les agriculteurs, préparateurs et exportateurs à se constituer en coopératives pour qu'ensemble ils puissent faire mieux. Avec les efforts de Kadafi à la tête de l'Office, le prix du kilogramme de vanille verte est d'abord fixé à 20.000 fc en 2016 puis à 25.000 fc l'année suivante. C'est en 2020 que le prix a chuté pour cause de pandémie à l'échelle du monde, ayant retardé les exportations. Aujourd'hui, la filière semble mieux se porter en dépit de la conjoncture.

A.O Yazid

LANCEMENT DU TOURNOI "UHURU CUP"

ONICOR et CCIA Ngazidja donneront le coup d'envoi

Pour raffermir les liens d'amitié et de fraternité dans les institutions publiques et privées, l'agence Tsi Habari Events se lance dès ce samedi 26 juin dans une compétition footballistique dont seulement les personnes âgées de plus de 35 ans sont autorisées à jouer. Ainsi huit institutions vont se faire valoir pour la conception "Uhuru Cup" qui est pour les organisateurs un moyen de redonner la force et le sourire aux vétérans après des années de covid-19.

Le premier rendez-vous du tournoi est prévu pour ce vendredi à 16 heures au stade Ajao de Moroni. La rencontre opposera l'Office national d'importation et de commercialisation du riz (Onicor) et la Chambre de commerce de Ngazidja (CCIA). Trois autres matches se poursuivront du dimanche 27 jusqu'au mardi 29 juin 2021. Il s'agit d'abord du match qui va opposer les vétérans du

stade Ajao et le deuxième opérateur de téléphonie mobile Telma Comores, ensuite celui qui opposera l'établissement Nassib et la Fédération comorienne de football et enfin celui de la Banque centrale contre l'AIMPSI.

Lors d'une conférence de presse tenue ce jeudi, les organisateurs de « Uhuru Cup » ont parlé d'initiative

visant à renforcer l'amitié et la fraternité entre les personnels des sociétés publiques et privées. « Nous avons eu cette idée d'organiser une compétition footballistique qui opposera les institutions d'État et privés dans le cadre de la célébration du 46e anniversaire de l'indépendance des Comores. Surtout que ces dernières années, les

loisirs et activités de divertissement ont été sérieusement impactées par la Covid-19. Donc il s'agit d'un moyen permettant aux personnels des institutions de retrouver la force et le sourire à travers le sport », explique Nassila connu sous le pseudonyme de Nassbongo.

Le créateur du concept Tsi Habari a saisi également l'occasion pour rappeler que ce n'est pas la première fois que l'agence Tsi Habari Events initie un tel projet. « Dernièrement, on avait organisé un tournoi de football inter quartier. C'est le succès qu'a eu ce tournoi qui nous a poussé à réorganiser un autre qui opposera les institutions publiques et privées », précise-t-il. Et puisqu'il s'agit d'un tournoi de football et surtout qui va réunir des sociétés publiques et privées, la paix est vivement recommandée par les organisateurs si bien que des règlements sont adoptés dans le but de structurer la compétition.

« Dans cette compétition, l'accent

est mis sur les personnes âgées. Donc nous ne pouvons pas permettre que des jeunes viennent avec leurs conditions physiques bien adaptées heurter la santé des vétérans. Les personnes qui vont jouer dans les équipes doivent avoir 35 ans et plus. Il est permis que trois jeunes licenciés fassent partie de l'équipe mais ils ne peuvent pas jouer tous les trois dans un match. Mais il n'est pas permis que des têtes soient intégrées dans une société pour jouer uniquement aux matches. Si l'on s'aperçoit qu'une équipe a enfreint une de ces règles, cela va entraîner sa disqualification », prévient Soilihi membre de l'agence Tsi Habari. Pour le bon déroulement de la compétition, les organisateurs n'ont pas manqué de sensibiliser les spectateurs sur la préservation de la paix et le respect strict des mesures barrières plus précisément le port de masque et le respect de la distanciation physique.

Kamal Gamal





DIRECTION NATIONALE DES STRATEGIES AGRICOLES ET DE L'ELEVAGE

PROJET INTÉGRÉ DE DÉVELOPPEMENT DES CHAINES DE VALEURS ET DE LA COMPÉTITIVITÉ (P164584), CRÉDIT IDA 6423 KM

COORDINATION NATIONALE DU PROJET

Réf. n° 2021/007/ MAPE/PIDC/AMI/DAC

« SOLLICITATION DE MANIFESTATIONS D'INTÉRÊTS POUR LE RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT POUR LA RÉALISATION D'UNE ÉTUDE DE DÉVELOPPEMENT DE L'ARBROCULTURE AUX COMORES »

1. Le (PIDC) est une initiative du Gouvernement Comorien, avec l'appui financier de la Banque Mondiale, visant à réduire la pauvreté en soutenant la croissance économique de certaines régions à fort potentiel.

L'objet du projet est de promouvoir le développement des Micros, Petites et Moyennes Entreprises (MPME) et des acteurs de la chaîne de valeurs, concernés dans l'agriculture, le tourisme et les secteurs associés aux Comores.

Les composantes du Projet, qui correspondent à un investissement total évalué à US\$ 25 millions, sont les suivantes :

- Renforcement de la compétitivité des chaînes de valeur cibles et du secteur privé
- Appui direct aux entreprises
- Gestion de projet, Suivi/Évaluation, et Renforcement des Capacités.

Dans le cadre de la mission, le PIDC lance un Avis à Manifestation d'Intérêt, pour recruter « un Consultant pour la réalisation d'une étude de la filière arboriculture en vue du développement des produits fruitiers dans les zones d'intervention du projet », dont les responsabilités, tâches ainsi que le profil, sont définis dans les présents termes de références.

2. Objectif de la mission

L'objectif principal de la présente mission consiste à réaliser une étude exhaustive de l'ar-

boriculture (techniques traditionnelles existantes, profils des champs, potentiel, et techniques possibles applicables) aux Comores.

Sous la supervision du Coordonnateur du PIDC et en collaboration étroite avec la Direction Nationale de la Stratégie Agricole et de l'Élevage (DNSAE), le Consultant sera responsable des tâches suivantes :

- Faire une analyse exhaustive de la situation de l'arboriculture (techniques traditionnelles existantes, profils des champs, potentiel, et techniques possibles applicables) ;
- Identifier les techniques et les filières arboricultures adaptables aux contraintes des pratiques pour leur optimisation ;
- Développer des critères de sélectivité pour identifier les fruitiers qui ont le plus grand potentiel commercial ;
- Elaborer un plan d'action pour la création d'un parc en bois d'arbre fruitiers ainsi qu'une pépinière de multiplication de ces arbres ; Le plan d'action doit tirer parti des terrains, des infrastructures et des techniciens disponibles dans les CRDE.
- Identifier les agriculteurs et les coopératives leaders en techniques d'arboricultures que l'on voudrait former, promouvoir et voir répliquer dans l'ensemble du territoire ;
- Elaborer une stratégie de développement

de l'arboriculture (multiplication, plantation, entretien, récoltes, station de réception, de conditionnement et d'expédition, business model, marketing, budget, etc..) ;

3. Profil du consultant

Le Consultant doit répondre au profil suivant :

- Avoir au moins un niveau BAC + 5 en agronomie, agroéconomie ou tous autres domaines pertinents ;
- Avoir déjà réalisé préférentiellement cinq mandats similaires ou plus ;
- Avoir une expérience avérée dans la réalisation d'études de marchés ;
- Avoir exécuté des missions de veille et d'appui conseil au profit des OPA et des entreprises rurales ;
- Avoir une bonne connaissance de l'univers de fonctionnement des Micros, Petites et Moyennes Entreprises rurales (MPME) ;
- Avoir des expériences dans l'utilisation des outils de recherche action et des méthodes participatives ;
- Avoir des connaissances en système d'information géographique, en planification opérationnelle, et en conception des plans d'affaires etc.

4. Le consultant sera sélectionné en accord avec les procédures définies dans le Règlement

de Passation des Marchés de l'IDA pour les emprunteurs sollicitant le Financement des Projets d'investissement (version juillet 2016 ; Révisée en 2017 et 2018). La méthode de sélection est « la sélection du Consultant Individuel (SCI) ».

5. Les dossiers de candidature devront comprendre les documents suivants :

- Une lettre de motivation adressée au Coordonnateur du projet,
- Un CV actualisé accompagné de tous les justificatifs de diplômes et des attestations justifiant le niveau académique et l'expérience requise.

Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations complémentaires concernant les TDR, en nous contactant à l'adresse email ci-dessous. Les manifestations d'intérêts doivent être rédigées en français et être déposées par email ou physiquement à l'adresse mentionnée ci-dessous au plus tard le **09 juillet 2021 à 17 h 00 (heure locale en Union des Comores)**.

Adressé à : Monsieur le Coordonnateur du Projet PIDC « Manifestation d'intérêt Réf. n° 2021/007/MAPE/PIDC/AMI/DAC au secrétaire du PIDC. MAPE, Mdé Ex-CFADER. Email projetpidc@gmail.com

Lancé le 25 juin 2021



DIRECTION NATIONALE DES STRATEGIES AGRICOLES ET DE L'ELEVAGE

PROJET INTÉGRÉ DE DÉVELOPPEMENT DES CHAINES DE VALEURS ET DE LA COMPÉTITIVITÉ (P164584), CRÉDIT IDA 6423 KM

COORDINATION NATIONALE DU PROJET

Réf. n°2021/006/ MAPE/PIDC/AMI/IEFA

« RELANCE DE MANIFESTATIONS D'INTÉRÊTS POUR LE RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT POUR L'INDENTIFICATION ET LA RÉALISATION D'UNE ÉTUDE DE MISE EN PLACE DES FERMES AGRICOLES »

1. Le (PIDC) est une initiative du Gouvernement Comorien, avec l'appui financier de la Banque Mondiale, visant à réduire la pauvreté en soutenant la croissance économique de certaines régions à fort potentiel.

L'objet du projet est de promouvoir le développement des Micros, Petites et Moyennes Entreprises (MPME) et des acteurs de la chaîne de valeurs, concernés dans l'agriculture, le tourisme et les secteurs associés aux Comores.

Les composantes du Projet, qui correspondent à un investissement total évalué à US\$ 25 millions, sont les suivantes :

- Renforcement de la compétitivité des chaînes de valeur cibles et du secteur privé
- Appui direct aux entreprises
- Gestion de projet, Suivi/Évaluation, et Renforcement des Capacités.

Dans le cadre de la mission, le PIDC lance un Avis à Manifestation d'Intérêt, en vue de recruter « un consultant individuel pour l'identification et la réalisation d'une étude de mise en place des fermes agricoles » dont les responsabilités, tâches, ainsi que le profil, sont définis dans les présents termes de références.

2. Objectif de la mission

L'objectif de la prestation est de contribuer

à l'amélioration de la sécurité alimentaire des familles rurales avec la croissance productive agricole, de l'élevage et en utilisant durablement les ressources naturelles (terre, eau et les ressources génétiques...) de façon qu'elles ne compromettent pas la capacité productive des générations futures.

Sous la supervision du Coordonnateur du PIDC et en collaboration étroite avec la Direction Nationale de la Stratégie Agricole et de l'Élevage (DNSAE), le Consultant sera responsable des tâches suivantes :

- Réaliser une analyse documentaire sur la base d'études existantes ;
- Sélectionner les bénéficiaires suivant des critères préétablis notamment les zones d'intervention du PIDC, la taille de la ferme, l'orientation commerciale, appartenance à des groupements d'agriculteurs, la volonté de partager des informations avec d'autres membres du
- Groupe en partenariat avec l'équipe de l'UGP, la DNSAE, les CRDE, les élus locaux et les OPA ;
- Collecter et produire des données géoréférencées pour la délimitation, la localisation et la création d'une base de données dynamique de 26 fermes agricoles familiales/

modernes sélectionnées ;

- Présenter une caractérisation socioéconomique et un profil archéologique des fermes ;
- Faire ressortir les potentialités, les opportunités, les défis, les contraintes et la vision de chaque ferme...etc.

3. Profil du consultant

- Être diplômé de l'enseignement supérieur (Bac+5 minimum) en sciences agroéconomiques, en agrobusiness, en développement local, ou toute autre discipline apparentée ;
- Avoir une expérience d'au moins de cinq (05) ans dans l'élaboration d'une méthodologie, des plans de fermes agricoles familiales/modernes (diagnostic, élaboration des plans et mise en œuvre) ;
- Avoir mis en œuvre au moins 3 missions similaires ;
- Avoir une bonne connaissance du milieu rural Comorien ;
- Avoir des connaissances en agroéconomie, en système d'information géographique, en planification opérationnelle, et en conception des plans d'affaires ;
- Avoir une expérience des procédures des projets de la Banque Mondiale.

4. Le consultant sera sélectionné en accord avec les procédures définies dans le Règlement

de Passation des Marchés de l'IDA pour les emprunteurs sollicitant le Financement des Projets d'investissement (version juillet 2016 ; Révisée en 2017 et 2018). La méthode de sélection est « la sélection du Consultant Individuel (SCI) ».

5. Les dossiers de candidature devront comprendre les documents suivants :

- Une lettre de motivation adressée au Coordonnateur du projet,
- Un CV actualisé accompagné de tous les justificatifs de diplômes et des attestations justifiant le niveau académique et l'expérience requise.

Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations complémentaires concernant les TDR, en nous contactant à l'adresse email ci-dessous. Les manifestations d'intérêts doivent être rédigées en français et être déposées par email ou physiquement à l'adresse mentionnée ci-dessous au plus tard le 09 juillet 2021 à 17 h 00 (heure locale en Union des Comores).

Adressé à : Monsieur le Coordonnateur du Projet PIDC « Manifestation d'intérêt Réf. n°2021/006/MAPE/PIDC/AMI/IEFA au secrétaire du PIDC. MAPE, Mdé Ex-CFADER. Email projetpidc@gmail.com

Lancé le 25 juin 2021

FFC :

Élan club domine mais s'incline face à son frère rival Jacm (1-0)

A Ngazidja, la reprise du championnat s'est caractérisée par la 13e journée de D1. Les rencontres, médiocres en but, ont été animées le mercredi 23 juin 2021 sur quatre terrains. Quatre face-à-face pour trois buts marqués, et quatre encaissés montrent que la crise sanitaire a engourdi les joueurs. Le match qui a retenu l'attention des organisateurs, car estimé explosif, est le derby de Mitsoudje, remporté de justesse par Jacm au détriment d'Élan Club (1-0)

Le recul de la crise sanitaire a motivé les autorités nationales qui, en collaboration avec le comité scientifique et les fédérations sportives, ont procédé à la réouverture et la relance des activités sportives. Pour le football de Ngazidja, c'est la 13e journée de D1 qui a invité la communauté footballistique à reprendre le chemin des stades. Sur les quatre face-à-face livrés, il n'y a eu que sept réalisations, dont trois marquées, et quatre

encaissées... Pour le derby de Mitsoudje, la détermination affichée par l'un et par l'autre adversaire a engendré un score de parité (0-0), malgré la domination d'Élan club.

Au retour des vestiaires de ce face-à-face, plein de suspens, de rebondissement, acharné en choc, et timidement fascinant en phase de jeu, le flamboyant des rouges de Jacm, Joubert Nadjash a dissipé l'interrogation. Plus bondissant que les

autres, il ouvre le seul but du match à trois minutes de la fin de la partie, suite à un coup de tête lobé (57e, 1-0). Déçu par la contre-performance de ses poulains, Hakim Bacar, manager d'Élan club, n'a pas voulu s'exprimer. Malgré la longue pause due à la menace du coronavirus, les arbitres ont maîtrisé la 13e journée de D1, tenue le mercredi 23 juin 2021.

Bm Gondet

Résultats, 13e journée D1

Fc Male # Volcan (1-2)
Us Mbeni # Etoile des Comores (0-1)
Fc Hantsindzi # Petit Harlem (2-0)
Bonbon Djema # Ngaya club : reporté

MARINS ARRÊTÉS ENTRE DOMONI YA MBOINI ET HAHAYA:

Suspensions de trafic de migrants

La gendarmerie a arrêté 5 marins dont un Français dans la nuit du lundi au mardi 21 juin. Arrêtés à Hahaya pour une banale violation du couvre-feu, les enquêteurs de la gendarmerie les suspectent de trafic de migrants.

Cinq marins, dont un Français résidant aux Comores sont arrêtés par la gendarmerie nationale à Hahaya. Le motif de cette interpellation est des plus banals car il entre dans le cadre du couvre-feu fixé à partir de 23H. Mais cela sans compter sur la curiosité des gendarmes qui ont fini par découvrir que « la cueillette » du

jour est loin d'être constituée de citoyens lambda. En effet, ces marins sont d'ores et déjà suspectés de trafic de migrants dans la région de l'Océan indien, mais aussi de transport de « produits illicites » selon le parquet de Moroni.

L'équipage a quitté Lindi, une région du sud de la Tanzanie, le 16 juin à bord de leur bateau Zoulfikar. Leur arrivée à Mohéli était prévue pour le 21 juin suivant. Les autorités portuaires étaient bel et bien tenues informées. Mais dans les côtes de Domoni ya Mboini, au nord de Hahaya, le bateau est tombé en panne sèche selon en tout cas leur version. Cinq parmi les mem-



Photo d'archive

res d'équipage sont venus sur la terre ferme accompagnés de pêcheurs de la région pour recher-

cher du carburant. A leur retour, le bateau avait disparu avec 6 personnes à bord (4 Comoriens de Mohéli,

1 Malgache et 1 Tanzanien). Ils auraient donc décidé d'aller chercher dans un établissement hôtelier à Moroni jusqu'au lendemain. C'est sur le chemin vers la capitale qu'ils se sont fait interpellés par les gendarmes.

Les cinq individus sont déférés au parquet hier jeudi. Nous ne sommes pas encore en mesure de savoir si le bateau a été retrouvé ou non. En tout cas, le fait que le capitaine ait été parmi les personnes interpellées, lui « qui devait rester dans le bateau », suscite la curiosité des enquêteurs.

Andjouza Abouheir

AVIS DE MANIFESTATION D'INTÉRÊT

en vue de la sélection d'une firme ou d'un cabinet (service de consultants) pour «la préparation d'une étude de faisabilité et l'élaboration d'un plan pour la mise en place d'un système d'alimentation électrique à quai pour les navires au port de Port Louis, Maurice»



1. La Commission de l'Océan Indien (COI) est une organisation intergouvernementale de coopération régionale qui regroupe l'Union des Comores, La France/Réunion, Madagascar, Maurice et les Seychelles. Elle a pour mission de resserrer les liens d'amitié et de solidarité entre les peuples et de contribuer à travers la coopération régionale au développement durable de ses Etats membres. La COI a obtenu un don de la Banque mondiale pour financer le projet SWIOFish 2 Regional (Second South West Indian Ocean Fisheries Governance and Shared Growth Project). Elle se propose d'utiliser une partie de ce don pour effectuer des paiements autorisés au titre du contrat de Consultant (firme) qui assurera «la mise en place d'une plateforme web collaborative régionale dédiée à l'émergence d'entreprises et de projets innovants pour promouvoir l'économie circulaire et réduire la pollution marine dans les Etats insulaires en développement d'Afrique et de l'océan Indien (African and Indian Ocean Developing Island States, AIODIS)».

2. La mission du consultant est d'évaluer les options disponibles pour réduire les émissions des navires amarrés au terminal de croisière du port de Port Louis. Le champ d'application est intentionnellement large, visant à couvrir un large éventail d'options pour garantir que la meilleure méthode disponible est sélectionnée et mise en œuvre. Le périmètre comprend notamment :

- i. un examen de tous les programmes et technologies de réduction des émissions disponibles pour déterminer leur pertinence pour le terminal de croisière du port de Port Louis ; et
- ii. une évaluation de la faisabilité et de la rentabilité de l'alimentation à quai et, pour les navires de croisière amarrés au terminal de croisière.

3. La Commission de l'océan Indien (COI) invite les consultants (firmes ou cabinets) éligibles à soumettre leur manifestation d'intérêt pour la prestation de services de consultants dans le cadre de la mission susmentionnée. Les Consultants intéressés doivent fournir les informations démontrant qu'ils possèdent les qualifications requises et une expérience pertinente pour l'exécution

des Services. Les critères de présélection du consultant sont les suivants :

- Être une personne morale légalement constituée et enregistrée ;
- être doté des capacités, des ressources et de l'expérience appropriées et suffisantes pour exécuter l'intégralité des services à un niveau de qualité très élevé ;
- avoir des expériences avérées de collaboration avec des organisations nationales ;
- ayant fait leurs preuves de réussite dans des missions similaires. Les firmes ou cabinets peuvent se mettre en consortium dans le but de renforcer la qualification du soumissionnaire.

4. Une version des termes de référence est disponible sur le site web de la Commission de l'océan Indien <https://www.commissionoceanindien.org/sw2-y4-c001/>

5. Les manifestations d'intérêt doivent être envoyées en version électronique sous format non compressé aux adresses ci-après au plus tard le mercredi 30 juin 2021 à 16 heures 30 minutes (heures de Maurice GMT+4) :

e-mail : innocent.miada@coi-ioc.org et njiva.r@coi-ioc.org

Référence : "(SW2/Y4-C001) Preparation of a Feasibility Study and elaboration of a Plan for the setup of an Onshore Power Supply System for Berthing Vessels at Port Louis Harbour, Mauritius"

6. Le consultant sera sélectionné en accord avec les dispositions de la clause 3.7 (QC) de la section III des Directives sur la Sélection et l'Emploi des Consultants par les emprunteurs de la Banque mondiale dans le cadre des prêts de la BIRD, des crédits et don de l'AID, édition janvier 2011 révisée en juillet 2014.

7. Les consultants intéressés peuvent obtenir de plus amples informations auprès de la Commission de l'océan Indien (COI) en envoyant un courriel aux adresses visées au paragraphe 5.



COMMUNIQUE DE PRESSE

Projet d'Amélioration des services de santé sexuelle et reproductive et prévention de la violence basée sur le genre et réponse aux survivants dans 12 districts de l'Union des Comores

Le Japon et l'UNFPA renouvellent au Gouvernement Comorien leur soutien dans le domaine de la santé sexuelle et reproductive et la lutte contre la violence basée sur le genre dans l'Union des Comores.

Introduction :

Dans le cadre de l'amélioration des services de santé sexuelle et reproductive et prévention des violences basées sur le Genre, l'UNFPA en collaboration avec le Ministère de la Santé asoumis au Gouvernement du Japon un projet d'amélioration de la qualité des services de santé de la reproduction et de prévention et prise en charge des VBGs.

Le projet a été approuvé pour une période d'une année de avril 2021 à mars 2022, pour appuyer les interventions dans 12 districts des 3 îles de l'Union des Comores ayant connu une baisse de la fréquentation de la consultation prénatale et des accouchements au cours de la période la pandémie de la Covid-19 en 2020. Par ailleurs, les centres d'écoute et de traitement des cas de violence basée sur le genre ont enregistré en 2020, près de 600 cas de violences, soit une augmentation de 2% pendant la période de la COVID-19, dont 87% de filles et 13% de garçons.

La cérémonie virtuelle de lancement officiel du projet se tient aujourd'hui le 25 juin 2021 en présence de madame la Ministre de la Santé, de la Solidarité, de la Protection Sociale et de la Promotion du Genre, Son Excellence Madame Loub Yakouti ATTOUMANE, de l'Ambassadeur du Japon, Monsieur HIGUCHI Yoshihiro, du Représentant résident de l'UNFPA, Monsieur Koffi Kouame et des hauts responsables des structures partenaires. L'objectif étant d'impliquer les acteurs clés du projet en vue du bon déroulement de la mise en œuvre des activités. « Ensemble, la marche continue vers zéro violence basée sur le genre et pratiques néfastes ».

Le Japon et l'UNFPA restent solidaires du peuple Comorien, et souhaitent que cet appui apporte des soutiens tangibles et durables qui continueront à servir les couches de population les plus vulnérables, et renforceront leur résilience dans le contexte d'urgence sanitaire.

Résumé du projet :

Titre du projet: Amélioration des services de santé sexuelle et reproductive et prévention et réponse de la violence basée sur le genre dans 12 districts.

Organisme d'exécution: Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA)

Coût total : 895 045 USD = 384 869 350 KMF

Durée de mise en œuvre du projet: 12 mois du 1er Avril 2021 au 31 Mars 2022

Localisation du projet: 12 districts sanitaires (trois îles)

- Île d'Anjouan (4 districts): Sima, Pomoni, M'remani, Domoni,
- Île de Grande Comores (5 districts) : Ouzioini, M'beni, Oichili, Mitsamiouli, Fombouni,
- Île de Mohéli (3 districts) : Nioumachioi, Fomboni, Wanani.

But

Le projet vise à améliorer la disponibilité de services de santé sexuelle et reproductive intégrés de qualité dans les 12 établissements de santé des 3 îles, et renforcer l'accès et l'utilisation des services de santé sexuelle et reproductive et la prévention et réponse en matière de VBG.

Objectifs

1. Assurer la continuité des soins et des services de qualité en santé reproductive dans 12 districts
2. Assurer la prévention et l'accès aux services pour les survivants de la violence basée sur le genre au niveau national.

Interventions :

A. Accès et utilisation accrus des services de SSR vitaux.

Cette composante comprend :

- * Le renforcement des capacités de 75 prestataires de services à l'appui des soins obstétricaux d'urgence,
- * La dotation en équipements et de médicaments pour la gestion des urgences obstétricales,
- * L'organisation de campagnes de mobilisation sociale pour un changement de comportement pour une utilisation accrue des services,
- * L'achat d'une clinique mobile pour les consultations prénatales, planification familiale en stratégies avancées ; et pour la sensibilisation ;
- * Le renforcement du système de référence contre référence pour les urgences obstétricales vers les centres de référence,
- * Le soutien à la collecte de données sur la santé reproductive pour suivre efficacement la continuité des services et aider à une réponse immédiate en cas de défaillance.

B. Systèmes renforcés pour fournir une prévention multisectorielle et une réponse à la violence basée sur le genre

Cette composante comprend :

- La dotation en équipements informatiques ;
- La dotation en kits médicaux pour 10 centres d'écoute de la VBG,
- Le renforcement des capacités de 30 agents de santé (sages-femmes, médecins, agents de santé communautaires) pour assurer la gestion clinique des services de prise en charge de viol,
- L'organisation des campagnes de mobilisation sociale pour le changement de comportement,
- L'appui à la collecte de données sur les VBG,
- La mise en place au niveau communautaire des structures d'alerte, de surveillance, et de réponse aux VBG.

Indicateurs :

Indicateur de résultat 1 : Nombre de maternités ayant bénéficié de kits et d'équipements de soins obstétricaux d'urgence; **Base: 0 Cible: 12**

Indicateur de Résultat 2 : Nombre de femmes enceintes assistées par un agent de santé qualifié au cours de l'accouchement; **base: 0 Cible : 10000**

Indicateur de résultat 3 : Nombre de femmes et de filles bénéficiant de services dans le cadre du dispositif minimum d'urgence (DMU) pour la santé reproductive dans les situations d'urgence; **Base: 0 Cible: 15000**

Indicateur de résultat 4: Nombre de survivants de VBG bénéficiant de services multisectoriels efficaces et à temps; **Base: 0 Cible: 548**

Indicateur de Résultat 5 : Mise en place de comités VBG; **Base: Non Cible: Oui**

Indicateur de résultat 6 : nombre de comités de lutte contre la violence basée sur le genre impliqués dans les activités de prévention et de réponse; **Base: 0 Cible: 10**